





ET POURTANT LA CONFIANCE

ANTOINE PETIT

président-directeur général du CNRS

Jamais nous n'avons eu autant besoin de repères communs, et jamais la confiance, envers les institutions, les savoirs, les autres, n'a semblé aussi fragilisée. Cette tension traverse nos sociétés, et la science n'échappe pas à cette crise. À la soif de compréhension s'oppose une suspicion de plus en plus vive vis-à-vis des savoirs établis, des institutions, parfois des chercheuses et chercheurs eux-mêmes.


Cette défiance n'épargne aucun territoire, pas même ceux qui, historiquement, ont porté l'effort scientifique. Aux États-Unis, certaines disciplines — climat, biodiversité, santé publique... — sont sous pression idéologique. Des coupes ciblées, des réformes brutales et une polarisation extrême affectent la liberté académique et l'attractivité scientifique. Ces signaux, venus d'un pays longtemps moteur dans les coopérations internationales, doivent nous alerter. Ils interrogent nos dépendances, mais aussi notre propre capacité à défendre le rôle de la science, et son intégrité. **Certains attendent de la science qu'elle dise tout, tout de suite, sans incertitude ni nuance. D'autres aimeraient la présenter comme une opinion parmi d'autres. Et on lui reproche, dans le même temps, de ne pas être infallible. Or, c'est justement parce que la science sait douter qu'on peut lui faire confiance.**

Le doute n'est pas une faiblesse de la science, c'en est le cœur battant, le moteur. La science est une mise en question permanente des hypothèses. C'est ce qui la distingue de la croyance. La confiance aveugle est un acte de foi. La vraie confiance, elle, suppose un cheminement rationnel, un processus de validation. Or ce cheminement repose sur le doute actif : la remise en question, l'examen des faits, la confrontation aux erreurs. En science, on fait confiance précisément parce que le doute y est organisé, méthodique, encadré. Ce que la science affirme, elle l'affirme sous condition de preuve. Et ces preuves, elles sont soumises à la critique, à la vérification par les pairs, à la confrontation des données. En science, un résultat n'est valide que s'il a survécu à cette épreuve du doute structuré. C'est cette rigueur-là qui permet la confiance. Une confiance éclairée, construite, jamais aveugle. Et c'est pourquoi doute et confiance ne sont pas antinomiques : ils sont, au contraire, indissociables.

Expliquer la démarche scientifique, une nécessité démocratique

Pour restaurer la confiance, encore faut-il donner à chacune et à chacun les moyens de comprendre ce qu'est la science. Cela suppose d'aller au-delà du « vrai » ou « faux » immédiat pour expliquer les processus : l'observation, l'expérimentation, la modélisation, la publication, la critique. **Je crois profondément qu'il faut apprendre, dès le plus jeune âge, à s'interroger sur une source, à chercher une explication, à construire une argumentation. Ce qui est paradoxal, c'est que nous vivons dans un monde où il n'a jamais été aussi facile d'aller vérifier ces sources.** Il faut que les citoyennes et les citoyens fassent cet effort et qu'ils aient à leur disposition tous les outils pour le faire. C'est le rôle de l'éducation, bien sûr. Mais aussi celui de la médiation scientifique, des médias, et des institutions de recherche elles-mêmes. Une parole scientifique claire, lisible, identifiable est aujourd'hui un impératif. Il est essentiel de pouvoir estampiller des expertises rigoureuses et de les rendre accessibles. Faute de cela, nous laissons place à une cacophonie où chacun devient son propre expert et où les faits sont relégués au rang d'opinion. On ne rebâtit pas la confiance avec des injonctions, mais en stimulant et en entretenant les conditions du dialogue. La science a quelque chose à nous apprendre sur ce point, et elle doit, elle aussi, se montrer exemplaire.





La confiance ne se décrète pas. Elle se construit. Pas à pas. Comme la science elle-même.

Parce que la société ne peut pas se passer de la science

La science n'est pas un monde à part. Elle est constitutive de nos sociétés. Elle en éclaire les fondements, en explore les limites, en rend possible l'avenir. Même durant la préhistoire, on a progressé grâce à la recherche expérimentale. Il ne s'agit donc pas de faire « cohabiter » la science et la société. Nous ne pouvons pas construire une société en faisant fi de la science. La science fait partie de la société et cette dernière ne pourrait se séparer de la science, même s'il lui en prenait l'envie saugrenue.

Les grands défis d'aujourd'hui, environnementaux, sociaux, économiques, technologiques... ne peuvent être traités sans les apports scientifiques. Enfin, il reste à parvenir à articuler le temps court, celui de l'action publique, souvent du développement industriel, avec le temps long de la recherche. Cela implique de sortir d'une logique d'attente immédiate à travers un travail pédagogique important pour réaffirmer que la recherche, notamment fondamentale, est un pari de civilisation. Parce qu'il n'y a pas de futur désirable sans connaissance, sans méthode, sans esprit critique. **La confiance ne se décrète pas. Elle se construit. Pas à pas. Comme la science elle-même.**

ANTOINE PETIT est président-directeur général du CNRS. Normalien, agrégé de mathématiques et docteur en informatique, il a consacré une grande partie de sa carrière à la recherche publique et à son pilotage, notamment à l'INRIA, qu'il a dirigé avant de prendre la tête du CNRS en 2018.

LE CNRS

Acteur majeur de la recherche fondamentale à l'échelle mondiale, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) est le seul organisme français actif dans tous les domaines scientifiques. Sa position singulière de multi-spécialiste lui permet d'associer les différentes disciplines scientifiques pour éclairer et appréhender les défis du monde contemporain, en lien avec les acteurs publics et socio-économiques.

Le CNRS est le fervent militant d'une société de la connaissance, et d'une science ouverte et ancrée dans son époque. Il promeut une circulation large des savoirs et de la culture scientifique, et accompagne les décideurs dans le développement des politiques publiques. Il embauche 34 700 agentes et agents, parmi lesquels 29 400 scientifiques.